ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 8 janvier 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut du président et des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique et organisant le fonctionnement de celle-ci", a donné le 17 janvier 1964 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e januari 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter en van de leden van de Vaste Commissie voor taaltoezicht en tot regeling van dezer werking", heeft de 17e januari 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal a pour objet de fixer le statut du président et des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique et d'organiser le fonctionnement de celle-ci.

L'article 53 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative a institué une Commission permanente de contrôle linguistique chargée de surveiller l'application de la loi et composée de onze membres nommés, pour quatre ans, par le Roi parmi les candidats présentés par les conseils culturels français, néerlandais et allemand (1). Le Roi nomme, en outre, onze membres suppléants.

Les §§ 3 et 4 de cet article disposent que la Chambre des Représentants désigne le président de la Commission et que le Roi fixe le statut de la Commission et celui de son président.

\+

\+ +

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet reconnaît au président la qualité d'agent de l'Etat (article 1er), le soustrait à l'application du statut des agents de l'Etat et au statut syndical des agents des services publics (article 3) et lui rend applicables "les règles relatives au statut pécuniaire du secrétaire permanent de recrutement du personnel de l'Etat" (article 5).

.../...

(1) En attendant l'institution des conseils culturels, les présentations sont faites par la Chambre des Représentants.

Il importe d'examiner si le président de la Commission de contrôle linguistique peut être considéré comme un "agent de l'Etat". En effet, dans l'affirmative, l'article 1er du projet est inutile; l'article 3 suffit; mais , dans ce cas, la modification implicite que cet article apporte à l'article 2 du statut des agents de l'Etat exige que le projet soit délibéré en Conseil des Ministres et qu'il soit motivé (article 116 du statut).

Si le président de la Commission n'est pas agent de l'Etat, l'article 1er du projet doit être omis, et l'article 3 est superflu.

Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, "la qualité d'agent de l'Etat est reconnue à toute personne qui, à titre définitif, preste ses services aux administrations de l'Etat ... ".

Le caractère définitif des fonctions de président de la Commission est certain. Il est moins certain que l'on puisse affirmer que le président "preste ses services aux administrations de l'Etat".

C'est, en effet, le législateur qui a créé la Commission de contrôle linguistique et l'a chargée de surveiller l'application de la loi, c'est-à-dire de surveiller, notamment, la manière dont le pouvoir exécutif appliquerait la loi. Pour que cette surveillance puisse s'exercer en toute indépendance, le législateur lui-même nomme le président et les membres de la Commission. Si le statut en est fixé par le Roi, c'est par une délégation expresse de la loi, et non en vertu des pouvoirs constitutionnels du Roi.

.../...

Il en résulte que le président de la Commission n'est pas soumis à l'autorité du pouvoir exécutif. La mission dont il est investi ne s'exerce pas au sein des administrations de l'Etat, mais en marge de l'activité de ces administrations. Titulaire d'une fonction publique, le président de la Commission ne "preste" pas ses services à une administration de l'Etat; la qualité d'agent de l'Etat, au sens de l'article ler du statut, ne saurait, dès lors, lui être reconnue.

Selon les explications du fonctionnaire compétent, l'article ler du projet a notamment pour but d'assurer au président de la Commission le bénéfice de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Pour atteindre ce but, il est inopérant de reconnaître au président de la Commission la qualité d'agent de l'Etat, ou de prévoir, à ce sujet, une disposition particulière. L'application de l'article ler de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques n'est pas subordonnée à la qualification donnée par le Roi à un titulaire d'une fonction publique.

Il résulte de ces considérations que les articles ler et 3 du projet doivent être omis.

\+

\+ \+

II. L'article 54, § 6, de la loi du 2 août 1963, dispose que :

"Si cent quatre-vingts jours après la réception d'une plainte, la Commission n'a pas émis d'avis au sujet de celle-ci, l'affaire est évoquée par le Ministre de l'Intérieur. Celui-ci se prononce dans les trente jours".

.../...

Pour que le Ministre de l'Intérieur puisse évoquer l'affaire à l'expiration du délai fixé, il faut qu'il ait connaissance de la plainte adressée à la Commission.

Il est, dès lors, nécessaire de prévoir dans le projet que le Ministre de l'Intérieur sera averti des plaintes introduites.

Cet article nouveau pourrait être rédigé comme suit :

"Le président de la Commission signale au Ministre de l'Intérieur toute plainte adressée à la commission sur la base de l'article 54, § 6, de la loi du 2 août 1963".

\+

\+ +

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

L'article 53, § 4, de la loi du 2 août 1963 constitue, seul, le fondement légal du projet. L'alinéa 1er du préambule, qui fait référence aux articles 29, 66 et 67 de la Constitution, doit donc être omis.

L'alinéa 3 est inutile et doit, également, être omis.

\+

\+ +

.../...

Le projet fixe le traitement du président de la Commission et la rétribution des membres. Il entraînera donc des dépenses nouvelles.

Suivant l'arrêté royal du 5 octobre 1961, portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, un projet qui contient de telles dispositions doit être soumis à l'accord du Ministre des Finances (article 6). Cet accord doit être mentionné dans le préambule de l'arrêté, avec référence à sa date (article 24).

\+

\+ +

Dispositif.

Articles 1er et 3.

Pour les motifs exposés plus haut, ces articles doivent être omis.

Article 2.

Cette disposition ne peut avoir d'autre objet que d'indiquer la personne entre les mains de qui le serment prévu au décret du 20 juillet 1831 sera prêté. L'article 2 devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Le président de la Commission prête le serment prévu par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 entre les mains du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique".

Cette remarque vaut également pour l'article 7.

Article 4.

Les mots "et qui auraient un caractère secret" n'ont pas de portée précise et sont de nature à énerver la répression de la violation du secret professionnel; ces mots doivent donc être omis. La même remarque vaut pour l'article 9.

Article 5.

L'alinéa 1er de cet article rend applicables au président de la Commission "les règles relatives au statut pécuniaire du secrétaire permanent de recrutement du personnel de l'Etat".

Il n'existe pas de "statut pécuniaire" propre au secrétaire permanent. La rédaction de l'alinéa 1er est donc inadéquate.

L'arrêté royal du 30 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du secrétariat permanent de recrutement, a assimilé le secrétaire permanent aux agents de l'Etat de première catégorie. Il en résulte que le statut pécuniaire du personnel des Ministères est applicable au secrétaire permanent.

Il s'indiquerait, dès lors, de rédiger l'article 5, alinéa 1er, comme suit :

"Le statut pécuniaire du personnel des Ministères est applicable au président de la Commission. Son traitement est fixé dans l'échelle du traitement du secrétaire permanent au recrutement du personnel de l'Etat. Il bénéficie de toutes allocations, indemnités et autres avantages attribués au personnel des Ministères".

.../...

Article 6.

Le secrétaire permanent ne bénéficie pas d'un "régime de congé" qui lui soit particulier. Assimilé aux agents de l'Etat de première catégorie, il est soumis aux mêmes règles que ceux-ci en ce qui concerne les congés.

L'article 6 devrait être rédigé en conséquence.

"Article 6.-

Les règles relatives aux congés des agents de l'Etat sont applicables au président de la Commission".

En l'absence du président, la présidence de la Commission est assumée par le plus âgé des membres présents".

Article 8.

L'article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

Chaque membre effectif a un suppléant qui le remplace en cas d'absence.

Lorsqu'un membre effectif ne peut, pour une raison quelconque, achever son mandat, le membre qui le supplée est nommé membre effectif et un nouveau membre suppléant est nommé pour la durée du mandat qui reste à courir".

.../...

Article 10.

Les alinéas 1er et 2 de l'article 10 seraient mieux rédigés comme suit :

"Les membres effectifs des sections française et néerlandaise de la Commission bénéficient d'une allocation forfaitaire annuelle ... (comme au projet) ...

Le membre d'expression allemande bénéficie d'un jeton de présence de sept cent cinquante francs pour chaque réunion à laquelle il est convoqué. Le même jeton de présence est alloué au membre suppléant qui remplace un membre effectif".

A l'alinéa 3, les mots "frais de route" doivent être remplacés par "frais de parcours" (cfr. arrêté royal du 9 janvier 1951).

L'alinéa 5 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Les jetons de présence ainsi que les frais de parcours et de séjour sont payables trimestriellement".

Article 11.

Le dernier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le président dirige les débats. Il n'a pas voix délibérative".

.../...

Article 12.

L'alinéa 1er de cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Le secrétariat de chaque section est assuré par un fonctionnaire du service administratif de la Commission, désigné par le président".

Article 13.

L'avant-dernier alinéa soulève une observation. Suivant les explications données par le délégué du Ministre, les avis de l'assemblée plénière doivent recueillir l'accord de tous les membres. Lorsqu'il n'y a pas unanimité, l'assemblée plénière n'émet pas d'avis; elle se borne à recueillir les avis des différentes tendances qui se sont fait jour.

Le projet n'exprime pas cette intention. L'avant-dernier alinéa concerne, en effet, uniquement la motivation des avis de la Commission. Aucune disposition ne déterminant la majorité requise pour qu'un avis soit adopté, il en résulte que, conformément aux règles ordinaires des assemblées délibérantes, la règle de la majorité simple sera applicable.

Pour que le projet traduise l'intention du Gouvernement, il importe, dès lors, de prévoir que les avis de la Commission ne sont acquis qu'à l'unanimité des membres et qu'à défaut de cette unanimité, les différents avis exprimés doivent être motivés.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 13 :

"Article 13.-

§ 1er. Les sections ne délibèrent valablement que si la majorité de leurs membres est présente.

Les avis sont motivés et communiqués, pour information, à l'autre section.

§ 2. L'assemblée plénière est constituée de la moitié, au moins, des membres de la Commission, chacune des sections devant y être représentée par un de ses membres au moins.

L'assemblée plénière émet ses avis à l'unanimité des membres présents. Les avis sont motivés.

Lorsque l'unanimité n'est pas acquise, le président recueille les opinions qui se sont exprimées. Celles-ci doivent être motivées".

Article 14.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 14.-

Les sections peuvent se réunir en vue de l'examen préalable des affaires moyennant l'accord du président de la Commission.

Ces réunions sont présidées par le membre présent le plus âgé. Elles sont organisées, en accord avec les membres, par le secrétaire attaché à la section".

.../...

Article 15.

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Les sous-commissions sont assistées du secrétaire de la section ou des deux secrétaires, si elles sont constituées par l'assemblée plénière".

Article 16.

Le mot "toujours" est à omettre et le mot "désignée" doit se lire "désignés".

Article 17.

Cet article est inutile et doit être omis, le président de la Commission n'étant pas un agent de l'administration générale du Royaume, ainsi qu'il résulte de l'observation générale n° I.

Het ontwerp-koninklijk besluit bedoelt het statuut van voorzitter en leden van de Vaste Commissie voor taaltoezicht alsook de werkwijze van die Commissie vast te stellen.

Artikel 53 van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken heeft een Vaste Commissie voor taaltoezicht ingesteld die tot taak heeft over de toepassing van die wet te waken, en bestaat uit elf leden door de Koning voor vier jaar benoemd uit de kandidaten voorgedragen door de Franse, de Nederlandse en de Duitse Cultuurraad (1). De Koning benoemt bovendien elf plaatsvervangende leden.

Krachtens de §§ 3 en 4 van dat artikel wijst de Kamer van Volksvertegenwoordigers de voorzitter van de Commissie aan en bepaalt de Koning de rechtstoestand van de Commissie en die van haar voorzitter.

\+

\+ \+

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Volgens het ontwerp heeft de voorzitter de hoedanigheid van Rijksambtenaar (artikel 1), is hij niet onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel en aan het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten en worden op hem de "regelen betreffende het geldelijk statuut van de Vaste Wervingssecretaris" van het Rijkspersoneel toepasselijk gemaakt (artikel 5).

.../...

(1) In afwachting dat de Cultuurraden worden opgericht, draagt de Kamer van Volksvertegenwoordigers voor.

Nagegaan moet worden of de voorzitter van de Commissie voor taaltoezicht wel als Rijksambtenaar kan worden aangemerkt. Zo ja, dan is artikel 1 van het ontwerp overbodig en kan met artikel 3 worden volstaan ; wegens de impliciete wijziging die dat artikel in artikel 2 van het statuut van het Rijkspersoneel aanbrengt, moet het ontwerp dan in Ministerraad worden overlegd en met redenen zijn omkleed (artikel 116 van het statuut).

Is de voorzitter van de Commissie geen Rijksambtenaar, dan moet artikel 1 evenzo vervallen, maar is ook artikel 3 overbodig.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel bepaalt : "De Rijksambtenaar is hij die, in vast verband, zijn diensten aan de Rijksbesturen verleent ...".

Dat de voorzitter van de Commissie een vast ambt bekleedt staat vast ; of hij "zijn diensten aan de Rijksbesturen verleent" is minder zeker.

De Commissie voor taaltoezicht is immers door de wetgever opgericht om "over de toepassing van de wet te waken", met andere woorden, om met name na te gaan hoe de uitvoerende macht de wet toepast. Opdat dit toezicht geheel onafhankelijk kan worden uitgeoefend, worden de voorzitter en de leden van de Commissie door de wetgever zelf benoemd. Vaststelling van hun statuut door de Koning geschiedt krachtens uitdrukkelijke wetsopdracht, niet krachtens 's Konings grondwettelijke bevoegdheid.

.../...

De voorzitter van de Commissie staat dus niet onder het gezag van de uitvoerende macht. Hij oefent zijn opdracht niet in, maar naast de Rijksbesturen uit. Ofschoon openbaar-ambtsdrager, "verleent" de voorzitter van de Commissie zijn diensten niet aan een Rijksbestuur en kan hij dan ook geen Rijksambtenaar in de zin van artikel 1 van het statuut zijn.

Naar de bevoegde ambtenaar heeft verklaard, bedoelt artikel 1 van het ontwerp, onder meer de voorzitter in aanmerking te laten komen voor de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen.

Tot dit doel dient het niet, van de voorzitter van de Commissie een Rijksambtenaar te maken of daarvoor een bijzondere bepaling vast te stellen. De toepassing van artikel 1 van de algemene wet op de burgerlijke en geestelijke pensioenen is niet afhankelijk van de kwalificatie die de Koning aan een openbaar-ambtsdrager heeft gegeven.

De artikelen 1 en 3 moeten dus vervallen.

\+

\+ \+

II. Artikel 54, § 6, van de wet van 2 augustus 1963 bepaalt :

"Wanneer de Commissie, honderdtachtig dagen na het ontvangen van een klacht, in verband daarmee geen advies heeft uitgebracht, wordt de zaak door de Minister van Binnenlandse Zaken aan zich getrokken. Binnen dertig dagen doet hij uitspraak".

.../...

Opdat de Minister van Binnenlandse Zaken een zaak na verloop van de vastgestelde termijn tot zich kan trekken moet hij kennis hebben van de klacht die aan de Commissie is gericht.

Het ontwerp moet dan ook bepalen, dat de Minister van Binnenlandse Zaken op de hoogte wordt gebracht van de ingediende klachten.

Dit nieuwe artikel leze men zo :

"De voorzitter van de Commissie geeft de Minister van Binnenlandse Zaken kennis van iedere klacht die aan de Commissie is gericht op grond van artikel 54, § 6, van de wet van 2 augustus 1963".

+

+ +

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Artikel 53, § 4, van de wet van 2 augustus 1963 is de enige rechtsgrond voor het ontwerp-besluit. Het eerste lid van de aanhef, dat naar de artikelen 29, 66 en 67 van de Grondwet verwijst, moet dus vervallen.

Ook het derde lid moet als overbodig worden geschrapt.

+

+ +

.../...

Het ontwerp stelt de wedde van de voorzitter en de bezoldiging van de leden vast, en zal dus nieuwe uitgaven opleveren.

Krachtens het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole moet een ontwerp met zulke bepalingen aan de Minister van Financiën voor akkoord worden voorgelegd (artikel 6). Dit akkoord moet met verwijzing naar de datum in de aanhef worden vermeld (artikel 24).

\+

\+ +

Artikelen.

Artikelen 1 en 3.

Zoals reeds gezegd, moeten ze vervallen.

Artikel 2.

Deze bepaling kan alleen dienen om aan te geven in wiens handen de eed, voorgeschreven door het decreet van 20 juli 1831, moet worden afgelegd. Artikel 2 leze men zo :

"Artikel 2.-

De voorzitter van de Commissie legt de door artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af in handen van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 7.

.../ ...

Artikel 4.

De woorden "en die uiteraard geheim zouden zijn", die geen precieze betekenis hebben, en de bestraffing van de schending van het beroepsgeheim in de weg kunnen staan, moeten hier en ook in artikel 9 vervallen.

Artikel 5.

Het eerste lid van dat artikel verklaart op de voorzitter toepasselijk "de regelen betreffende het geldelijk statuut van de vaste wervingssecretaris".

De vaste wervingssecretaris heeft echter geen eigen "geldelijk statuut", zodat de formulering van het eerste lid ondienstig is.

Het koninklijk besluit van 30 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat heeft de vaste wervingssecretaris gelijkgesteld met Rijksambtenaren eerste categorie. Voor hem geldt dus de bezoldigingsregeling van het personeel van de Ministeries.

Artikel 5, eerste lid, stelle men dus als volgt :

"De bezoldingsregeling van het personeel der Ministeries vindt toepassing op de voorzitter van de Commissie. Zijn wedde wordt vastgesteld in de weddeschaal van de vaste secretaris voor de werving van het Rijkspersoneel. Hij geniet alle toelagen, vergoedingen en andere voordelen die aan het personeel van de Ministeries zijn toegekend".

.../...

Artikel 6.

Voor de vaste secretaris is er geen eigen "verlofregeling". Hij is gelijkgesteld met, en valt dus voor zijn verlof onder dezelfde regelen als Rijksambtenaren eerste categorie.

Artikel 6 zou derhalve als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 6.-

De regelen betreffende het verlof van het Rijkspersoneel vinden toepassing op de voorzitter van de Commissie.

Is de voorzitter afwezig, dan zit het oudste aanwezige lid de Commissie voor".

Artikel 8.

Artikel 8 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 8.-

Ieder vast lid heeft een plaatsvervanger die hem in geval van afwezigheid vervangt.

Wanneer een vast lid om enige reden zijn mandaat niet kan beëindigen, wordt het lid dat hem vervangt, tot vast lid benoemd en wordt een nieuw plaatsvervangend lid benoemd voor de verdere duur van het mandaat".

.../...

Artikel 10.

Het eerste en het tweede lid van artikel 10 kunnen beter als volgt worden gelezen :

"De vaste leden van de Nederlandse en van de Franse afdeling van de Commissie ontvangen een jaarlijkse forfaitaire toelage ... (zoals in het ontwerp) ...".

Het Duitssprekend lid ontvangt zevenhonderd vijftig frank presentiegeld voor iedere vergadering waarvoor hij wordt opgeroepen. Hetzelfde presentiegeld wordt toegekend aan het plaatsvervangend lid dat een vast lid vervangt.

In het derde lid, Frarse tekst, moeten de woorden "frais de route" worden vervangen door "frais de parcours" (zie koninklijk besluit van 9 januari 1951).

Het vijfde lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Het presentiegeld en de reis- en verblijfkosten zijn betaalbaar per kwartaal".

Artikel 11.

Het laatste lid kan beter als volgt worden gelezen :

"De voorzitter leidt de debatten. Hij is niet stemgerechtigd".

.../...

Artikel 12.

Het eerste lid van dit artikel kan als volgt worden gelezen :

"Het secretariaat van iedere afdeling wordt waargenomen door een ambtenaar uit de administratieve dienst van de Commissie, aangewezen door de voorzitter".

Artikel 13.

Bij het voorlaatste lid moet een opmerking worden gemaakt. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, moeten de adviezen van de voltallige vergadering door alle leden zijn goedgekeurd. Wordt geen eenparige goedkeuring bereikt, dan brengt de voltallige vergadering geen advies uit, maar noteert zij alleen de adviezen van de verschillende strekkingen die tot uiting zijn gekomen.

Die bedoeling vindt men in het ontwerp niet terug. Het voorlaatste lid handelt immers uitsluitend over de motivering van de adviezen van de Commissie. Geen bepaling zegt welke meerderheid vereist is opdat een advies kan worden aangenomen, zodat overeenkomstig de gewone regelen van de beraadslagende vergaderingen, de regel van de gewone meerderheid zal worden toegepast.

Wil het ontwerp de bedoeling van de Regering weergeven, dan moet het dus bepalen, dat de adviezen van de Commissie slechts met eenparigheid van de leden worden gegeven en dat, als geen eenparigheid bereikt is, alle uitgebrachte adviezen moeten worden gemotiveerd.

.../...

Voorgesteld wordt, artikel 13 als volgt te lezen :

"Artikel 13.-

§ 1. De afdelingen kunnen slechts op geldige wijze beraadslagen indien de meerderheid van hun leden aanwezig is.

De adviezen worden met redenen omkleed en ter kennisneming aan de andere afdeling gezonden.

§ 2. De voltallige vergadering is samengesteld uit ten minste de helft van de leden van de Commissie, met dien verstande dat iedere afdeling daarin door ten minste een van haar leden moet zijn vertegenwoordigd.

De voltallige vergadering brengt haar adviezen uit met eenparigheid van de aanwezige leden. De adviezen worden met redenen omkleed.

Wordt geen eenparigheid bereikt, dan neemt de voorzitter de tot uiting gebrachte zienswijzen op. Deze moeten met redenen zijn omkleed".

Artikel 14.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 14.-

Met de instemming van de voorzitter van de Commissie kunnen de afdelingen bijeenkomen om de zaken vooraf te onderzoeken.

.../...

Die bijeenkomsten worden voorgezeten door het oudste aanwezige lid. Zij worden, in overleg met de leden, belegd door de secretaris die aan de afdeling verbonden is".

Artikel 15.

Het derde lid kan beter als volgt worden gelezen:

"De subcommissies worden bijgestaan door de secretaris van de afdeling of, indien zij door de voltallige vergadering zijn opgericht, door de twee secretarissen".

Artikel 16.

Het woord "altijd" moet vervallen. In de Franse tekst moet "désignée" worden vervangen door "désignés".

Artikel 17.

Dit artikel moet als overbodig vervallen. De voorzitter van de Commissie is immers geen ambtenaar van 's Lands algemeen bestuur, zoals blijkt uit de algemene opmerking nr I.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren :

eerste voorzitter,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.